

Comment définir "rebelle"?

Publié le 11 novembre 2013 sur le blog www.u-landsnyt.dk

- écrit par Jørgen Olsen, coordinateur de la GtU et membre du Conseil Mondial d'Actions Politiques et Solidarité Internationale d'Emmaiis
- traduit du danois par Sussie Hagen Nielsen et Gitte Vejlgaard

Il est grotesque quand les médias danois utilisent le mot "rebelle" sur l'AQMI et le MUJOA, qui, il y a un an, avaient occupé plus de la moitié du Mali, et encore, le rend dangereux de se rendre dans de grandes parties de l'intérieur de l'Afrique de l'Ouest

Vous pouvez suivre le développement au Mali et de la région environnante à www.tamoudre.org (si vous connaissez un peu de français).

Jacqueline Dupuis du Conseil du Tamoudré est en contact téléphonique régulier avec des personnes dans les trois plus grandes villes de la région de Kidal au nord du pays, c'est à dire Tessalit, Aguelhoc et Kidal, et quelques-unes des impressions de ces conversations sont à trouver sur le site dans la rubrique "Nouvelles de là-bas".

Dans ce qui suit vous trouvez l'avis d'un groupe de femmes des trois villes, daté du 3 novembre 2013 <http://www.tamoudre.org/?p=2621>

Dans l'intérêt de la sécurité des femmes, Dupuis ne peut pas donner de noms.

Nouvelles de Kidal, Tessalit et Aguelhoc - 03 NOVEMBRE

Les coups de téléphone et les SMS pleuvent depuis hier, pour exprimer la honte, la rage, la tristesse, devant ces assassinats de journalistes de RFI si proches de l'Afrique. Devant une paix qui joue au fantôme et qui explose dans nos doigts dès que l'on commence à respirer.

Non, ce ne sont pas des kel tamacheq qui ont fait ça, tout le monde peut parler tamacheq et être d'ailleurs, non, nous ne voulons plus ce désespoir, non, nous voulons mettre nos enfants à l'école et combattre ces ignorants qui accumulent l'argent du trafic et de la drogue, et que tout le monde connaît.

L'école primaire avait recommencé à Kidal, organisée par des gens peu formés qui en avaient marre d'attendre le miracle qui vient d'ailleurs, et depuis ce matin, fini, tout ça.

Toujours les mêmes mots de tristesse et de rage. Et de dignité.

Avec les mots "ces ignorants qui accumulent l'argent du trafic et de la drogue" les femmes de la région de Kidal désignent l'organisation l'AQMI = Al-Qaida au Maghreb Islamique, qui, avec Ansar Eddine (AE = défenseurs de la religion) ont réglés les régions de Kidal et de Tombouctou pendant la majeure partie de 2012 et bien en 2013.

Quand l'AQMI et l'AE se sont pénétré loin dans la région de Mopti, les forces de la France et des pays ouest-africains ont intervenus et ont aidé le gouvernement du Mali de reprendre les régions, mais les représentants de l'AQMI, l'AE et le MUJAO se cachent encore dans les villes et dans les paysages montagneux du Mali et Niger et ont des contacts dans le nord du Burkina Faso. Au cours de cette période, le MUJAO (= Mouvement pour l'Unité et du Jihad en Afrique de l'Ouest) a occupée la plus grande ville du nord du Mali, Gao, et la région du même nom.

Il est difficile de repérer les différences entre l'AQMI et le MUJAO. Les deux se nomment islamiques, et à la fois accumulent du capital par la contrebande - du port de Lagos, au Nigeria, aux ports de la Méditerranée - et le trafic de drogues et de cigarettes et par des enlèvements, et aucun d'eux ne compte un très grand nombre parmi leurs membres, qui sont nés et ont grandi au Mali.

Ce dernier fait le rend profondément absurde que les médias danois presque toujours nomment l'AQMI et le MUJAO des «rebelle», plus récemment, dans le cadre des meurtres de journalistes français - le moins que l'on peut attendre avant que ce mot soit utilisé, devra qu'il s'agit d'une organisation (petite ou grande) qui est principalement composée de personnes provenant de la région disputée.

Ansar Eddine a un agenda islamiste autant extrême que celui de l'AQMI et le MUJAO et a par exemple été responsable de la destruction d'un certain nombre de sites culturels à Tombouctou, mais elle a également condamné le trafic de drogue et de cigarettes, même si elle obtient ses armes de l'AQMI. Ansar Eddine est composé de personnes de la région, mais seulement quelques dizaines.

D'autres acteurs sont le HCUA (= Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad) et des groupes encore armés, le MNLA (= Mouvement National de Libération de l'Azawad) et le MAA (= Mouvement Arabe de l'Azawad). Ansar Eddine, le HCUA et le MNLA sont constitués des Touaregs, le MAA représente, comme son nom l'indique, la petite minorité arabe dans la région. Le HCUA désire utiliser des moyens pacifiques pour promouvoir les intérêts de l'Azawad (Azawad = les régions de Gao, Kidal et Timbouctou) et met la pression sur le MNLA.

Dans la colonne principale de www.tamoudre.org vous pouvez lire que le MNLA - en accord avec le HCUA et le MAA - a promis de quitter la station de radio dans la région de Kidal et les bureaux du gouvernement local dans la même ville le 14 novembre. Envoyé de l'ONU, Bert Koenders, et le gouvernement dans la capitale, Bamako, représenté par le ministre de la réconciliation, Cheick Oumar Diarra, attendant les mesures concrètes et retenant leur souffle, en particulier dans la perspective des élections au Mali le 24 novembre.

Le MNLA était le mouvement qui en janvier 2012 a commencé la rébellion contre le gouvernement central à Bamako. Mais au cours des mois suivants, il a été chassé de l'AQMI, de l'Ansar Eddine et du MUJAO. Le MNLA est l'insurrection "classique" avec une base locale, principalement dans la région de Kidal dominée par les Touaregs, une approbation qu'il est impossible de donner en pourcentage, dans une région où le taux d'alphabétisation est à un seul chiffre, et beaucoup de gens vivent comme des nomades.

Le MNLA et les organisations similaires précédentes ont organisé une rébellion armée quand ils - à tort ou à raison - ont vu que le gouvernement à Bamako s'est déroulée de ses promesses. Actuellement, le MNLA se prépare à donner une autre chance aux accords et à la paix.

Il est logique de nommer le MNLA "rebelle", mais l'AQMI et le MUJAO sont composés des Algériens, des Marocains, des Libyens, Mauritaniens, Nigériens et d'autres nationalités, cependant, presque personne du Mali. Par conséquent, il est absurde et une expression de journalisme superficiel et incomplet d'appeler ces deux groupes rebelles dans un contexte qui se rapporte au Mali.